

Sous la direction de  
Valérie ROUAMBA-OUEDRAOGO  
Seindira MAGNINI  
Tionyélé FAYAMA

# Pratiques de développement durable en Afrique

Politiques, processus et innovations





# **Pratiques de développement durable en Afrique**

**Politiques, processus et innovations**

**© L'Harmattan, 2021**  
**5-7, rue de l'École polytechnique, 75005 Paris**

[www.harmattan.fr](http://www.harmattan.fr)

ISBN : 978-2-343-22360-5  
EAN : 9782343223605

*Sous la direction de*

**Valérie ROUAMBA-OUEDRAOGO**

**Seindira MAGNINI**

**Tionyéfé FAYAMA**

# **Pratiques de développement durable en Afrique**

**Politiques, processus et innovations**





## Comité scientifique

- BADINI/KINDA Fatoumata, Professeur titulaire de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- DIPAMA Jean-Marie, Professeur titulaire de Géographie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- KONE Cyril, Professeur titulaire de Philosophie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- KONE Issiaka, Professeur titulaire de Sociologie, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire
- KOTE Lassina, Professeur titulaire d'Histoire et Archéologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- MAIGA Alkassoum, Professeur titulaire de Sociologie Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- KABORE Bernard, Maître de Conférences en Lettres, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- KOBIANE Jean François, Maître de Conférences de Sociologie, ISSP, Burkina Faso
- ONIBON DOBOGAN Yvette, Maître de Conférences de Sociologie, Université de Parakou, Bénin
- PALE Augustin, Maître de Conférences de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- ROUAMBA/OUEDRAOGO B. C. Valérie, Maître de Conférence de sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- TOE Patrice, Maître de Conférences de Sociologie, Université Nazi Boni, Burkina Faso
- YOUGBARE Sébastien, Maître de Conférences de Psychologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- GBEHI Clément, Maître de Conférences en socio-anthropologie à l'Ecole d'Economie, de Socio-Anthropologie et de Communication de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi (EESAC/FSA/UAC).
- KIBORA O. Ludovic, Maître de recherche en Anthropologie, INSS/CNRST, Burkina Faso

- SANGARE Ali, Maitre de recherche de Sociologie, INSS/CNRST, Burkina Faso
- ZERBO Roger, Maitre de recherche en Anthropologie, INSS/CNRST, Burkina Faso
- BILOGHE EKOUAGHE Céline, Maitre-assistant en Sciences de l'éducation, Université Omar Bongo, Gabon
- AHUIE Assian Agnès Chantal, Maitre-Assistant des Universités, Enseignant-Chercheur, Université Félix Houphouët Boigny (Abidjan – Côte d'Ivoire)
- FAYAMA Tionyé, Chargé de recherche de Sociologie, INERA/CNRST, Burkina Faso
- SAWADOGO COMPAORE Eveline, Chargé de recherche de Sociologie, INERA/CNRST, Burkina Faso
- MAGNINI Seindira, Maître-assistant de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- SORE Zakaria, Maitre-assistant de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- TOGBE CODJO Thimoté, Maitre-assistant de Sociologie et d'Anthropologie, Université d'Abomey Calavi, Bénin
- HINNOU Patrick, Maitre-assistant de Sociologie, Université d'Abomey Calavi, Bénin
- MOYENGA Marie Paul, Assistant de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- ZONGO Bouraiman, Assistant de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- OUEDRAOGO P. Salfo, Assistant de Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- KABORE Amado, Attaché de recherche, INSS/CNRST, Burkina Faso
- YEDJI Narcisse Martial, Attaché de recherche, Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Socio-anthropologiques et d'Expertise pour le Développement (LADSED)/ Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
- AKAKPO-AHIANYO Digo E. K. D Jean-Paul, URD, Université de Lomé, Togo
- ABBÉ KI Jean Paulin, Assistant de Sociologie, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest/UUB, Burkina Faso

## Présentation des auteurs

AZALOU-TINGBE Fanès est Géographe, Spécialiste des questions urbaines et de populations. Il est détenteur, depuis novembre 2015, du doctorat en Géosciences de l'Environnement et Aménagement de l'Espace à l'Université d'Abomey-Calavi, sur le thème « Gouvernance des changements climatiques face au défi de l'adaptation dans le Centre-Bénin ». Il a acquis une expérience dans la formation, la recherche et l'expertise dans les domaines suivants : Changements climatiques et prévention en santé environnementale et occupationnelle, Environnement urbain et santé des populations, Changements climatiques et géographie des maladies, Eau et santé humaine, Gouvernance climatique et mitigation/adaptation. Docteur AZALOU-TINGBE Fanès est actuellement moniteur au Département de Géographie de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin et membre du laboratoire Pierre Pagney, Climat, Eau, Ecosystèmes et Développement (LACEEDE)

ACHOUKOU Abe pierre est doctorant à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire, Bouaké)

BACYE Yisso Fidèle est doctorant en sociologie/anthropologie à l'Université Joseph Ki-Zerbo. Ses travaux de recherche portent sur le genre et l'émancipation de la femme, la participation de la femme à la gestion des ressources du ménage.

BAGARE Marcel, Enseignant Chercheur à l'Ecole Normale Supérieure (ENSK) (Université de Norbert ZONGO de Koudougou), spécialiste en sciences de l'information et la communication (SIC) (ou les sciences de l'information) est un champ disciplinaire ayant pour objet scientifique l'information ; lequel est principalement concerné par l'analyse, la collecte, la classification, la manipulation, le stockage, la récupération, la circulation, la diffusion et la protection de l'information à travers les medias classiques et socio numériques.

DABIRE Der est sociologue et chercheur à l'Unité de Recherche sur les Productions Animales au Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Subhumide /Bobo-Dioulasso,

Burkina Faso. Il est coordinateur du dispositif d'enseignement et de recherche en partenariat/ Intensification écologique et conception des innovations dans les systèmes agro-Sylvo-pastoraux de l'Afrique de l'Ouest (ASAP) depuis mai 2019. Ses recherches portent sur la santé animale, le conseil agricole et les dispositifs d'accompagnement en milieu rural.

DAKOU Bio Sylvestre est titulaire d'un Master en Géosciences de l'environnement et Aménagement de l'espace de l'Institut de Géographie, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (IGATE/UAC) et prépare un Doctorat en Géographie et Gestion de l'Environnement, option Géographie rurale et Aménagement des espaces ruraux à l'Ecole Doctorale Pluridisciplinaire, Espace, Culture et Développement (EDP-ECD/UAC).

DASSOU Marie-Madeleine est titulaire d'une maîtrise en géographie physique à l'université d'Abomey-Calavi et du Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement Secondaire de la même université. Elle est aspirante à la recherche universitaire. Pour l'instant, elle est enseignante de l'Histoire et de la Géographie dans les collèges et lycées au Bénin.

DIALLA Zoubere est Docteur en Sociologie, Assistant au Centre universitaire de Manga/UNZ au Burkina Faso. Ses domaines de recherche portent sur les interactions sociétés-environnement, l'action publique et les mobilisations collectives.

FAYAMA Tionyéélé est Chercheur à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina Faso. Il est sociologue, spécialité socio-anthropologie du développement, Chargé de recherche (CAMES) et coordinateur adjoint du Dispositif de Recherche et d'Enseignement en Partenariat/Intensification écologique et conception des innovations dans les systèmes agro-Sylvo-pastoraux de l'Afrique de l'Ouest (ASAP) depuis mai 2019. Ses centres d'intérêt portent sur les questions agricoles, la gestion des ressources naturelles et les systèmes de production, le conseil agricole et les dispositifs d'accompagnement en milieu rural les politiques publiques, société, genre et développement, [tionyele@yahoo.fr](mailto:tionyele@yahoo.fr)

GBEHI Clément, socio-anthropologue, est actuellement un enseignant-chercheur à l'Ecole d'Economie, de Socio-Anthropologie et de Communication de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi (EESAC/FSA/UAC). Les efforts de recherche focalisent les arrangements de financement et de fourniture des services et l'effectivité des innovations agricoles. E-Mail : [clement.gbehi@yahoo.fr](mailto:clement.gbehi@yahoo.fr).

HINNOU Patrick est docteur de sociologie (Bielefeld, RFA) et de science politique (Paris 8) depuis 2012. Maître-Assistant de sociologie politique (CAMES) et expert en Gouvernance démocratique et Développement, il enseigne à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin). Ses domaines de recherche sont : État, Démocratie, Décentralisation, Société civile, Partis politiques, Elections, Politiques publiques.

KHALIL Jamal est professeur de sociologie à l'Université Hassan II, FLSH Ain Chock Casablanca et directeur du laboratoire (LADSiS). Depuis 1987, il enseigne et dirige des recherches en Sociologie

KOMBIENI Hervé est Géographe, Socio-démographe, Spécialiste des questions urbaines et de populations, Maître-Assistant de Géographie Humaine et Economique. Il est enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi. Il a acquis une expérience dans la formation, la recherche et l'expertise dans les domaines suivants : Géographie de la population, Mouvements de la population, Géographie du tourisme, Analyse démographique et socio-économique, Approche genre et questions de population, Etudes urbaines et aménagement du territoire, Analyse de données qualitatives et quantitatives, Création et gestion de bases de données. Docteur KOMBIENI est membre du Programme Thématique de Recherche Langues, Sociétés, Cultures et Civilisations du CAMES dont il est le Point focal Bénin et Responsable de l'Axe de recherche sur Les problématiques de la souveraineté des Etats et des processus d'intégration régionale en Afrique.

KOMBIENI M'Bouaré Frédéric est Géographe, Spécialiste de la Géographie rurale et de l'aménagement du territoire. Il est inscrit sur la liste d'Aptitude aux fonctions de Maître-Assistant en Géographie rurale et aménagement à la session 2018 du CAMES. Il est actuellement Enseignant-Chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi. Il a acquis de nombreuses expériences dans la formation, la recherche et l'expertise dans les domaines de la géographie rurales. Il est auteur de plusieurs publications dans ce domaine. Docteur KOMBIENI M'Bouaré Frédéric est actuellement le Chef Service Assainissement et Cadre de Vie au rectorat de l'université de Parakou.

KONDE Zoumané Théodore est doctorant en sociologie à l'université Joseph Ki Zerbo. Ses domaines de recherche portent sur la problématique de développement durable des villes et campagnes. Il est membre du laboratoire Recherche Pluridisciplinaire en Sciences Humaines au département de Sociologie à l'université Joseph KI ZERBO.

LOMPO Miyemba est Enseignant chercheur au Département de Sociologie de l'Université Joseph Ki-Zerbo. Ses domaines de recherches portent sur la gouvernance, la démocratie, la décentralisation et la santé.

Il a été Coordonnateur des projets et programmes au sein des ONG internationales de la place. Il est par ailleurs titulaire deux masters dont l'un Coopération internationale et aide humanitaire et l'autre en Management des entreprises et des organisations option innovation et développement des sociétés.

MAGNINI Seindira, est Enseignant chercheur au Département de Sociologie de l'Université Joseph Ki-Zerbo. Ses domaines de recherches couvrent les initiatives locales et dispositifs de changements sociaux ainsi que les processus de réinstallation involontaire et de restauration des moyens d'existence en Afrique.

MOYENGA Paul-Marie, Enseignant chercheur à l'université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso) au département de sociologie. Ses domaines de recherches sont environnement et foncier rural, genre et développement, décentralisation et gouvernance locale. Mail : moyenga\_pm@yahoo.fr

OUEDRAOGO Boureïma est Docteur en Sociologie, Maître de Conférences à l'Université Joseph Ki-Zerbo et responsable du Laboratoire pluridisciplinaire en Sciences Humaines (Burkina Faso). Il est titulaire d'une habilitation à diriger des recherches de l'Université de Pau et des pays de l'Adour (France). Ses domaines de recherche portent sur les violences contre l'Etat, le développement social et les mouvements sociaux en Afrique. Mail : boureïma.cadisped@yahoo.fr

OUOBA-IMA Sidonie Aristide, Docteur en Ethnologie, Attaché de Recherche, Direction Régionale de Recherches Agricoles du Centre/Station de Saria (Koudougou), Burkina Faso. Domaines de recherche : Élevage et Agriculture, Tél : (+226) 70705392 ; Email : imasidonie@yahoo.fr. Elle est Coordinatrice au sein du Département Productions Animales, Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques en 2019, a publié 8 articles scientifiques, 6 articles de vulgarisation, 4 fiches techniques et présenté 10 communications orales

HINNOU Patrick est docteur de sociologie (Bielefeld, RFA) et de science politique (Paris 8) depuis 2012. Maître-Assistant de sociologie politique (CAMES) et expert en Gouvernance démocratique et Développement, il enseigne à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin). Il a publié un ouvrage à Paris chez L'Harmattan (2014) et quinze articles scientifiques dans des revues internationales et nationales. En 2019, il a été enseignant-chercheur invité à l'Université de Kehl (RFA). Ses domaines de recherche sont : État, Démocratie, Décentralisation, Société civile, Partis politiques, Elections, Politiques publiques.

SANGARE Ali est sociologue, chercheur à l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Centre National de la Recherche Scientifique et technologique, Burkina Faso. Il est maître de recherche/CAMES. Ses travaux de recherche portent sur les questions de développement durable

des villes et des campagnes et sur la sociologie urbaine. Il est membre des laboratoires « Groupe de recherche sur les initiatives locales » et « Genre et Développement » à l'université Joseph KI ZERBO.

SANON Hadja Oumou, Docteur en Pastoralisme - Maître de recherche, Centre de Recherches Agricole, Environnementale et de Formation de Kamboinsé ; B.P. 8645 Ouagadougou, Burkina Faso. Tél. (+226) 70 10 23 10 ; Email : Hadja\_osanon@yahoo.fr. Elle est Directrice Adjointe à l'INERA, travaille dans le domaine des productions fourragères, la gestion des pâturages et l'alimentation des animaux. Elle a publié plus d'une vingtaine d'articles scientifiques, une dizaine de fiches techniques et a présenté plusieurs communications orales et des posters.

SAWADOGO / COMPAORE Eveline M.F.W. est chargée de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA). Elle est titulaire d'un doctorat en sciences, technologies et innovation, de l'Institut pour la science et la société de la Faculté de sociologie et de politique sociale de l'Université de Nottingham (Royaume-Uni). Elle a publié plusieurs articles scientifiques et rapports sur les systèmes d'innovation agricole (au niveau national, sectoriel et organisationnel)

SIGUE Moubassiré est Enseignant-Chercheur en sociologie/anthropologie au Centre Universitaire de Manga/ Université Norbert Zongo (Koudougou-Burkina Faso). Ses travaux de recherche portent sur la sociologie urbaine, le genre et les politiques éducatives.

TALBIOUI Soumya est doctorante en sociologie, affiliée au Laboratoire de recherche sur les Différenciations Socio-anthropologiques et Identités Sociales (LADSIS) à l'Université Hassan II, FLSH Ain Chok Casablanca

TOGBE Codjo Timothée est titulaire d'un Master en Etudes de développement de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et de Développement (IHEID/Genève) et d'un Doctorat Unique de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC/Bénin) en sociologieanthropologie, option sociologie du développement. Il est Enseignantchercheur et Maître-assistant/CAMES dans la spécialité sociologieanthropologie des ressources naturelles.

VEI Kpan Noël est Maître de conférences à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire, Bouaké)

YEDJI Narcisse Martial est sociologue politologue, titulaire d'une thèse de Doctorat Unique de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC/Bénin) en Sociologie du Développement. Il est actuellement chercheur au Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Socio-anthropologiques et d'Expertise pour le Développement (LADSED) de l'UAC. Il mène

principalement ses investigations sur l'Etat, la gouvernance et la démocratie en Afrique.

YONLI Taladi Narcisse, Enseignant chercheur à l'université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso) au département de sociologie. Ses domaines de recherches sont la sociologie rurale, la sociologie urbaine, les questions de pauvreté, l'aménagement du territoire et le développement territorial. Mail : [narcisseyonli@gmail.com](mailto:narcisseyonli@gmail.com)

ZONGO Bouraïman est Docteur en Sociologie, Assistant à l'Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso). Ses domaines de recherche portent sur le développement local, l'action publique et les mobilisations collectives.

## TABLE DES MATIÈRES

Comité scientifique .....	7
Présentation des auteurs.....	9
Introduction générale .....	15
<b>AXE 1 :</b>	
<b>GENRE, AGRICULTURE, GESTION</b>	
<b>DES RESSOURCES NATURELLES ET APPUI CONSEIL .....</b>	<b>19</b>
Coton et sécurité alimentaire en milieu rural burkinabè : des débats théoriques à l'épreuve du terrain .....	21
Risques écologiques induits par les activités génératrices de revenus dans la commune d'Athieme au Benin .....	39
Conflits d'usage des ressources naturelles autour de la réserve de biosphère de la Pendjari au Benin .....	67
Ouvrières agricoles de Sabaâ Aïyoum au Maroc du célibat au mariage, une permanence du statut « Chef de ménage ».....	87
Évolution de l'agriculture familiale face aux changements climatiques dans la zone agro-écologique 3 du Bénin.....	105
L'aménagement de la rive gauche du fleuve Nakambé au Burkina Faso : analyse d'un processus d'innovation .....	129
Gestion Intégrée des ressources en eau du Mouhoun : rôle et place de la femme entre traditions et modernité .....	153
Emergence et appropriation d'un dispositif innovant d'appui conseil au Burkina Faso : la plateforme d'innovation.....	173

Approche pilotée par la demande des exploitants agricoles  
et développement de connaissances pour l'agro-écologie ..... 193

**AXE 2 :**

**DÉCENTRALISATION, ENVIRONNEMENT ET MOBILITÉS....213**

Décentralisation et mobilité au Burkina Faso : cas de la zone pastorale  
de la Nouhao..... 215

Légitimés politiques des acteurs locaux dans l'arène de Botou, Burkina Faso 233

Légitimation et délégitimation des gouvernants locaux : les dynamiques  
de la représentation politique au Bénin..... 251

Production du charbon de bois et dynamique du couvert forestier  
dans la sous-préfecture d'Adzope..... 273

Résilience et changement climatique dans la région du Sahel au Burkina Faso  
..... 291

Identité culturelle et « *Faso-danfani* » : stratégies des acteurs  
sur les réseaux sociaux numériques ..... 311

Couple « bi-salarié » et difficultés de suivi de l'éducation de l'enfant  
dans la ville de Ouagadougou au Burkina Faso..... 335

Expropriation pour cause d'utilité publique et participation citoyenne :  
l'action publique entre théorie et pratique à donsin au Burkina faso..... 355

CONCLUSION ..... 373

## Introduction générale

*Valérie ROUAMBA-OUEDRAOGO*

*Seindira MAGNINI*

*Tionyéle FAYAMA*

La dynamique de réflexion enclenchée au sein du Laboratoire Genre et Développement de l'Université Joseph KI ZERBO dans un précédent ouvrage (Rouamba-Ouédraogo et *al.*, 2020) alimente cet ouvrage intitulé « Pratiques de développement durable en Afrique : politiques, processus et innovations ».

Cet ouvrage questionne dans son premier axe la pertinence et la durabilité des interventions de développement initiées par les Etats, leurs partenaires et les communautés locales. L'analyse de la pertinence renvoie à l'appréciation de la mesure selon laquelle les interventions permettent de résoudre les problèmes pour lesquels elles sont conçues. Ainsi en est-il des cultures d'exportation telle que la culture du coton au Burkina qui, pour les auteurs, loin de jouer son rôle de développement des campagnes génère plutôt la famine dans les ménages. La conclusion anticipée est qu'on ne devrait « certainement trouver dans le développement de [la culture cotonnière] la racine de la famine » (J. Giri, 1986, p. 113). Il en est de même des activités génératrices de revenus des femmes et de l'usage des ressources naturelles. La relation entre ces deux domaines tels que traitée par les différents auteurs recèle de conflits. Ces conflits sont liés d'une part au fait que les interventions étatiques sont orientées vers la protection de l'environnement, voir la protection de la biodiversité et d'autre part ils sont liées à la nécessité de l'exploitation des ressources forestières par les communautés riveraines appuyées également dans le cadre d'interventions de développement. Comment alors concilier projet d'élevage et autres activités génératrices de revenus basés sur l'exploitation de ressources naturelles avec la volonté de l'Etat de protéger ses forêts ?

La réflexion sur la durabilité des interventions et les pratiques de développement se nourrit de l'analyse des changements climatiques qui

tendent à remettre en cause les pratiques culturelles familiales. La réflexion à ce niveau se focalise sur la trajectoire de l'agriculture familiale face aux transformations induites par les changements climatiques et les facteurs de l'adaptabilité de cette agriculture aux contextes nouveaux. Pour répondre à la vulnérabilité de l'agriculture et aux aléas climatiques, les Etats entreprennent des aménagements hydro-agricoles. Les réflexions menées à ce niveau questionnent les aménagements comme des processus innovants dont il importe de comprendre les logiques internes et les mécanismes de greffe dans les économies locales. Il en ressort que les aménagements déstructurent les communautés dont ils sont appelés à favoriser le développement en imposant dans certains cas leur réinstallation économique et leur relocalisation physique sur de nouveaux sites.

Si les aménagements hydro-agricoles sont un processus d'innovation des économies locale, les plateformes d'innovation en sont le cœur. La plateforme d'innovation est en effet décrite comme une approche nouvelle d'appui conseil agricole développée pour pallier les insuffisances des approches institutionnelles de vulgarisation longtemps utilisées par les acteurs du monde agricole. Les réflexions allient à ce niveau l'analyse de la pertinence et celle de la durabilité des pratiques de développement en général et des appuis conseils en particulier. En prenant en compte la pertinence de l'intervention et la durabilité des acquis, la plateforme d'innovation se pose alors comme une approche intégrée de développement car elle est à la fois « un objet physique désignant un espace et un groupe » et un carrefour de rencontres et d'échanges.

Le second axe de l'ouvrage est une analyse intégrée de la Décentralisation, de l'environnement et des questions de mobilité. Cet axe questionne les processus de décentralisation, présentés dans les documents de politique comme des processus de transfert de compétences au profit « d'entités territoriales jouissant de la personnalité morale ainsi que de l'autonomie financière et de gestion, à travers la responsabilisation des représentants élus au niveau local » Il questionne également la gouvernance de l'environnement en général et des ressources locales en particulier. La gouvernance est en étroite relation avec la posture de la légitimité des acteurs qui pilotent son processus. A ce niveau les analyses portent sur le processus de légitimation des acteurs et des instances de gouvernance locale dans le contexte de la décentralisation et de leur processus de légitimation.

Enfin le concept de mobilité est mis en exergue à travers l'analyse des potentialités et des possibilités de l'environnement. Dans le domaine de l'élevage, la mobilité est l'expression de logiques des acteurs locaux confrontés à la saisonnalité des ressources naturelles. Ainsi malgré les

interventions de développement qui tendent à l'intensification des productions animales, les acteurs optent pour la pérennisation du mode traditionnel d'élevage qui est l'extensif.



**AXE 1 :  
GENRE, AGRICULTURE,  
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES  
ET APPUI CONSEIL**



## **Approche pilotée par la demande des exploitants agricoles et développement de connaissances pour l'agro-écologie**

*Clément Gbéhi*

### **Résumé**

Le présent chapitre analyse la promotion de l'approche axée sur la demande de développement de connaissances, avec l'objectif de supporter l'intensification écologique. A cet effet, des discussions de groupes et des entretiens semi-structurés réalisées auprès des exploitants agricoles, des chefs traditionnels et des autorités religieuses et des chercheurs de l'Equipe Pluridisciplinaire de Recherche-Développement (EP-R&D) sont articulés pour rendre compte de la contribution même des producteurs lors de la mise en forme et la dissémination des dispositifs agro-écologiques prédéfinis introduits par l'EP-R&D. L'analyse des données révèle que les efforts de valorisation des connaissances locales ont structuré et catalysé le développement de nouvelles technologies agro-écologiques de production durable d'ignames. Cependant le résultat intéressant enregistré ne conclut pas un potentiel comparable supérieur de l'approche axée sur la demande. Au contraire, plusieurs processus d'intermédiation hérités du modèle de transfert de connaissances sont articulés. Evidemment les exploitants agricoles se retrouvent dans une position de responsabilisation dans la mise en œuvre des initiatives. Une telle position conférée par les principes qui organisent l'approche pilotée par la demande est perçue par les membres de l'EP-R&D comme une appropriation des ressources de production des connaissances, alors que les exploitants agricoles y voient plutôt un gage de promotion des innovations. De plus, l'analyse révèle deux autres dynamiques structurantes que sont le développement de compétences techniques et organisationnelles et le financement légitime des initiatives. Investir des efforts dans la promotion de ces dynamiques est également une assurance de la fiabilité et de la durabilité des connaissances produites et disséminées.

**Mots clés :** agro-écologie, approche axée par la demande, production de connaissances, Bénin.

## 1. Introduction

En raison des effets néfastes et pervers de l'utilisation intensive des intrants externes, l'agro-écologie est devenue une thématique largement débattue dans les discours et les pratiques de développement agricole. L'agro-écologie est scientifiquement reconnue comme un modèle alternatif intéressant qui s'inscrit dans le contexte plus globale des changements climatiques et des préoccupations environnementales (B. Hervé et A. C. Vial, 2019 ; *A. Levain et al.*, 2015). Elle facilite l'amélioration de la production agricole, en limitant la pression et la dégradation des ressources naturelles. La littérature suggère cinq conditions que sont la satisfaction des besoins humains, l'amélioration de la qualité de l'environnement et des ressources naturelles, l'utilisation efficace des ressources non renouvelables de l'exploitation et l'intégration des cycles et processus biologiques, le renforcement de la viabilité économique des exploitations agricoles et l'accroissement de la qualité de la vie (G. P. Roberson et R. R. Harwood, 2013 ; B. Estevez et G. Domon, 1999). Un défi majeur concerne dès lors l'expérience que la promotion de l'agro-écologie nécessite une approche différente des méthodes conventionnelles et productivistes de production de connaissances. A cet effet, l'approche axée sur la demande considérée comme une alternative fiable est soutenue et promue par les institutions et les structures de développement agricole (S. Parkinson, 2009 ; C. Gbèhi et C. Leeuwis, 2012).

Au Bénin, l'articulation des demandes est également mobilisée sous la forme d'implication des exploitants agricoles dans les interventions agricoles qui facilitent l'agriculture durable (*B. Triomphe et al.*, 2016 ; C. Gbèhi et G. Verschoor, 2013 ; R. C. Tossou et M. M. Zinnah, 2005). Les réflexions exposées dans ce corpus examinent une expérience de mobilisation de l'approche orientée vers la demande qui a induit une intensification écologique. Elles mettent en exergue des processus d'intermédiation y compris le diagnostic participatif, la construction de réseaux, l'apprentissage collectif, la facilitation des négociations et la flexibilité qui promeuvent la production de connaissances pour la production agricole durable. Des détails concernant des processus d'intermédiation sont exposés ailleurs (*C. Gbèhi et al.*, 2020 ; C. Gbèhi, 2015). Mais les comportements observés émergent dans un corps de système qui ne peut se réduire qu'aux seuls efforts des exploitants agricoles. En d'autres termes, les exploitants agricoles ne développent

pas de façon solitaire les connaissances, mais en attache avec les autres composantes du contexte que sont les politiques de l'Etat et le soutien des opérateurs économiques privés, les opportunités du marché et les infrastructures marchandes. Cette perspective n'est pas si nouvelle. Elle a d'ailleurs contribué au changement de paradigmes qui donne un nouveau sens aux interactions entre les acteurs sociaux et leur environnement (Th. Pouch, 2020 ; C. Gbêhi et R. C. Tossou, 2019 ; D. Clavel, 2011).

L'approche axée sur la demande constitue un nouveau paradigme dominant des politiques agricoles en vogue depuis le début des années 90 dans plusieurs pays Européens (*K. Prager et al.*, 2016 ; *S. Chipeta*, 2007), Américains (*G. P. Roberson et R. R. Harwood*, 2013 ; *J-F. Le Coq et al.*, 2012) et Africains (*C. Gbêhi* 2015 ; *S. Parkinson*, 2009 ; *W. Heemskerk et al.* 2008). Elle matérialise la mise en place de dispositifs de production de connaissances pilotés par les exploitants agricoles. Ces derniers y jouent d'ailleurs des rôles déterminants en ce qui concerne l'élaboration des initiatives, l'exécution des actions et le suivi-évaluation des résultats. Malgré les multiples contestations en raison de l'exclusion des petits exploitants agricoles pauvres et sans ressources productives, l'approche orientée vers la demande a cependant permis le développement de nouvelles pratiques articulées autour de la co-construction des demandes concordant aux conditions socio-économiques et agro-écologiques locales (*C. Compagnone et al.*, 2015 ; *P. Labarthe et C. Laurent*, 2013).

Au regard des contributions, deux catégories de travaux portant sur la question de l'approche axée sur la demande peuvent être identifiées. La première, basée sur la philosophie économique néo-classique, a porté l'analyse sur l'ensemble de services matériels et immatériels (formations, informations visites d'échanges d'expériences, conseils techniques, etc.) désirés par les exploitants agricoles qui sont capables de les payer à un coût donné (*C. Poulton et al.*, 2011 ; *L. Klerkx et C. Leeuwis*, 2008). Autrement dit, l'accès aux différents types de services est conditionné par la possession de pouvoir d'achat. Une deuxième catégorie a proposé d'inscrire les réflexions dans une perspective substantive qui cherche plutôt à comprendre les intérêts qu'ont les exploitants agricoles dans certains types et le contenu des nouvelles connaissances produites et les questions qu'ils se posent quant à la satisfaction (*S. Cissé et M. Diouf*, 2015 ; *S. Chipeta*, 2007). L'analyse portée ici s'inscrit dans cette seconde perspective.

En focalisant l'analyse sur l'approche pilotée par la demande, le présent corpus rend compte de la contribution même des exploitants agricoles lors de la production des connaissances. Incontestablement, l'effectivité des résultats passe d'abord et avant tout par la formulation et l'analyse des priorités, la recherche de solutions, la planification,

l'exécution et le suivi-évaluation des expérimentations (G. Faure et al., 2018 ; M. Parquet et J-F. Le Coq, 2017). Toutefois, dans la mesure où la mise en forme et la dissémination des connaissances impliquent non seulement les organisations des exploitants agricoles, mais aussi les autres structures privées (compagnies commerciales, institutions de microfinances, industries de transformation), il devient important d'examiner en profondeur les mécanismes de l'environnement structurant à l'œuvre qui affectent les processus d'intermédiation mobilisés.

La promotion de l'approche axée sur la demande est ici considérée comme un modèle à la fois théorique et analytique permettant de rendre compte de l'effectivité des processus d'intermédiation sous l'angle de l'incorporation des connaissances agro-écologiques locales. Dans le même temps, l'analyse permet d'explorer l'interface du modèle conventionnel et celui actuellement en cours qui connaît une participation accrue des exploitants agricoles. Ce corpus démontre ainsi que la promotion de l'approche pilotée par la demande impose l'engagement des exploitants agricoles dans la construction de solutions appropriées aux problèmes vécus. C'est en fait l'encapsulation des connaissances entre les exploitants agricoles, ou médiées par les autres acteurs (conseillers, chercheurs, etc.), au sens de S. Langlois (2002), qui est mise à l'épreuve. Les expériences des exploitants agricoles, les modalités de pensée pratique, la collecte et l'analyse de données lors des expérimentations, la compréhension et la maîtrise des cycles et processus écologiques sont autant de dimensions qui entrent en ligne de compte dans la construction et la stabilisation des connaissances agricoles.

Le présent corpus expose d'abord le terrain de recherche et la méthodologie adoptée. L'accent est mis sur les caractéristiques naturelles et les groupes ethniques rencontrés ainsi que les principales activités économiques des populations, les composantes clés de l'approche telles qu'initialement définies et le cadre analytique et les méthodes de collecte et d'analyse des données. Ensuite, l'expérience de production de connaissances pour la production durable d'igname de qualité dans un système de cultures avec *Gliricidia Sepium* et *Aeschynomene histrix* est présentée et discutées. L'analyse a mis en évidence les dynamiques à l'œuvre qui ont facilité les processus d'intermédiation mobilisés ainsi que les facteurs explicatifs. Enfin, les leçons majeures sont tirées à la lumière des réflexions menées d'autres études conduites ailleurs.

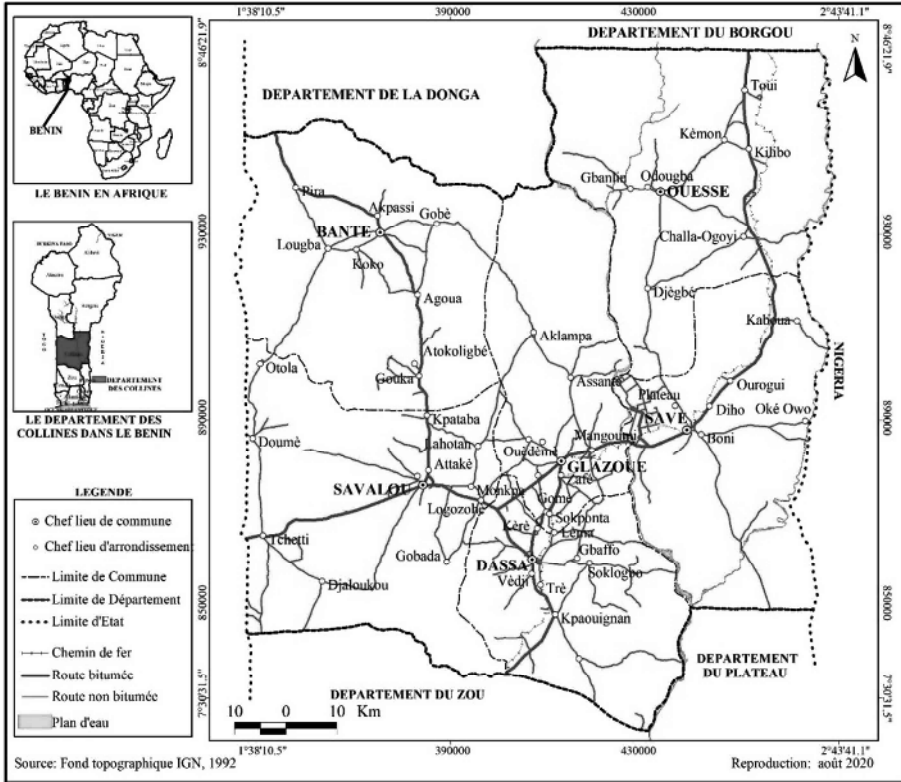
## 2. Terrain de recherche et méthodes de collecte et d'analyse des données

### 2.1. Zone de recherche

La recherche est conduite au centre du Bénin, département des Collines (voir carte 1) ; spécifiquement auprès des exploitants agricoles de deux villages de *Miniffi* et de *Gbanlin* situés respectivement dans les communes de *Dassa-Zoumè* et de *Ouessè*. L'environnement naturel est bien apprécié favorable à la production d'igname (*C. V. Agossou et al., 2004*). Le climatique est de bimodal avec deux saisons pluvieuses pas très marquées, assimilable au type monomodal à saison pluvieuse unique de la région Nord du Bénin, avec des hauteurs pluviométriques annuelles varient de 700 à 1.200 mm d'eau. Le couvert végétal est constitué de savane arborée qui se dégrade à un rythme accéléré sous l'effet combiné de la pression de l'agriculture, notamment la culture d'igname, de l'exploitation forestière, des feux de brousse et de la transhumance interétatique du gros bétail en provenance du Burkina-Fasso, du Niger et du Nigéria. Les espèces végétales dominantes incluent *Afzelia africana*, *Isobertinia doka*, *Anogeissus leocarpus* et *Daniella oliveri*. Certaines espèces protégées comme le karité, le néré, le caïlcédra, l'iroko et le rhônier, sont en voie de disparition en raison des activités anthropiques.

Les infrastructures sociocommunitaires demeurent marginales en dépit de la panoplie de projets réalisée par le passé. Deux grands groupes ethniques sont rencontrés : les *nagots* observés dans le village de Minifin regroupent les *shabè*, les *isha*, les *idaasha*, et les *ifè* ; et les *fons* dominant dans le village de Gbanlin, rassemblent les *mahi*, les *fon*, et les *adja*. L'agriculture est la principale activité économique des populations ; avec l'igname comme la principale culture produite pour l'autoconsommation en raison de sa valeur nutritive supérieures à celle des autres cultures vivrières (*R. Maliki et al., 2005*) ; mais le surplus est commercialisé dans le marché régional de *Glazoué*, l'un des trois plus grands marchés d'igname du Bénin, en dehors des marchés de Bohicon et de Cotonou qui sont établis plus au Sud (*S. Nora et al., 2006*). Selon la FOA (2017), les activités agricoles sont plus diversifiées, dont la production d'igname quasi exclusive, en pleine augmentation, est expliquée en partie par l'accroissement des superficies au détriment du déboisement du couvert végétal. *F. H. Adifon et al. (2019)* remarquent que la détérioration du patrimoine forestier amorcé depuis le début des années 2000 avec comme conséquence l'érosion des sols, est due à la production accrue des ignames installées en tête de rotation après le défriche des savanes et des forêts.

Figure 1 : Carte du la région centre du Bénin.



Source : Laboratoire Géographie FASH/UAC.

## 2.2. Composantes clés de l’approche à l’œuvre et cadre analytique

L’expérience analysée dans ce corpus reconstitue l’histoire de production de connaissances pour la production durable d’igname au Centre du Bénin. Elle renvoie à un nouvel ordre de promotion des innovations agricoles, celui de l’institutionnalisation de l’approche axée sur la demande, une sorte de privatisation des services de recherche agricole amorcée depuis le début des années 90 et qui s’inscrit dans un renouvellement des méthodes d’intervention en milieu rural. Cette institutionnalisation se traduit, entre autres changements, par la mise en place d’équipes qui assument le rôle de facilitateur du processus de prise de décision - et non d’innovateur assigné dans les approches conventionnelles, et par la nécessité de mettre à l’épreuve l’Approche Participative au Niveau Village (APNV) recommandée par le Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche (MAEP) (C. Gbêhi et G. Verschoor, 2013) ou d’autres approches méthodologiques

prédéfinies comme le modèle "Champ-Ecole-paysan" introduites par l'IITA (*B. J. Gbaguidi et al., 2008*) qui facilitent l'articulation des demandes des exploitants agricoles.

Entre 1998 et 2010, le Projet d'Appui à la diversification des systèmes d'exploitation Agricole (PADSE) a, à cet effet, établi et financé une équipe pluridisciplinaire de Recherche-Développement (EP-R&D) pour promouvoir l'agro-écologie au Centre du Bénin. L'EP-R&D est composée de deux chercheurs de l'INRAB (Institut National de Recherche Agricole du Bénin) et d'un agent de vulgarisation de l'ATDA (Agence Territoriale pour le Développement Agricole ; ex. CARDER). L'exploration de la thématique d'agro-écologie réalisée à partir de l'analyse documentaire et des entretiens auprès des responsables de douze structures investies conclut l'accès aux terres fertiles pour la production d'igname comme une contrainte majeure vécue par les exploitants agricoles. La conclusion est discutée avec les responsables de PADSE qui ont recommandé l'élaboration d'un sous-projet, dénommé deux ans plus tard "Appui à la Production Durable d'Igname dans les Collines". L'EP-R&D a alors produit un protocole détaillé avec comme objectif l'appui aux exploitants agricoles dans la mise en forme de connaissances de production durable d'igname. Deux composantes clés du protocole méritent une attention particulière : les modalités de financements des activités et la nature des services.

En ce qui concerne le premier, il ressort que PADSE prend en charge, au nom des exploitants agricoles, les coûts d'investissement, de coordination et de fonctionnement de l'EP-R&D ; et les exploitants agricoles allouent les semences et les parcelles d'expérimentation, et fournissent la main-d'œuvre - estimés à environ 10% du budget d'exécution des actions. L'EP-R&D prépare, à cet effet, des sous-projets annuels conjointement avec les exploitants agricoles. Quant au second point, le processus proposé comprend quatre phases. En premier lieu, l'EP-R&D en collaboration avec les exploitants agricoles organise des études diagnostiques dans le but d'identifier et d'analyser les problèmes majeurs vécus ainsi que les solutions pour y remédier. Ensuite, des exploitants agricoles sélectionnés analysent les solutions retenues, planifient les expérimentations et conduisent des essais-tests. Ensuite, les exploitants agricoles sont formés pour tester les solutions, suivre, évaluer, et restituer les résultats à l'ensemble de la communauté villageoise. Enfin, chaque exploitant agricole expérimentateur sélectionne dix autres exploitants agricoles appelés "filleuls pour former un groupe-affilié. Une fois que ces filleuls sont formés, ils sont également appuyés pour tester les technologies.

Plusieurs études ont montré que cette approche récemment institutionnalisée par le MAEP est une stratégie fiable pour accompagner les exploitants agricoles dans la prise de décision et l'adoption des innovations agricoles (ASFIM, 2011). Ainsi, le cadre analytique inclut deux modes établis à partir des processus d'intermédiation : la construction de réponses appropriées aux contraintes vécues et la dissémination de connaissances produites. Ces modes médiés par l'EP-R&D sont facilités par les exploitants agricoles. Dans cette perspective, trois dynamiques structurant la promotion de l'approche orientée vers la demande sont considérées : l'incorporation des connaissances locales, la mobilisation de la contrepartie financière et l'acquisition de ressources cognitives et affectives qui permet de relever les défis émergents. Les efforts analytiques dans ce corpus focalisent ces trois dynamiques.

### **2.3. Méthodes de collecte et d'analyse des données**

Pour rendre compte des dynamiques qui ont structuré la mobilisation de l'approche axée sur la demande, la collecte et l'analyse des données se sont appuyées sur des discussions de groupes et des entretiens semi-structurés auprès de trois membres de l'EP-R&D, des responsables de quatre organisations des exploitants agricoles, de trois autorités des institutions locales dont deux chefs traditionnels et une religieuse catholique, et de dix-huit exploitants agricoles des deux villages de Miniffi et de Gbanlin. D'une part, les exploitants agricoles sont identifiés suivant la technique du choix raisonné basée sur le jugement (P-Y. Sanséau, 2005) en raison du fait qu'ils expérimentent les mêmes contraintes et opportunités liées à la mobilisation de l'approche axée sur la demande ; mais également en prenant en compte leur accord pour l'entretien, et leurs expériences quant à la promotion des pratiques de production durable d'igname. Et d'autre part, les données collectées portaient sur les demandes co-construites, les acteurs impliqués et les relations, les processus d'intermédiation déployés et la contribution des exploitants agricoles, les modalités de financement, et l'appréciation des services offerts.

L'approche d'analyse adoptée comprend trois étapes. Dans un premier temps, les discours évoquant les dynamiques structurants sont retenus. Ensuite, ces discours sont systématiquement rediscutés avec les exploitants agricoles, au regard de l'origine, des processus d'intermédiation à l'œuvre et des modalités de mise en œuvre. Enfin, des discussions ont émergé des thématiques qui sont analysées et regroupées ; ce qui a permis de reconstruire les événements critiques, c'est-à-dire des "occasions" au cours desquelles les dynamiques

structurants sont valorisés”. En procédant ainsi, les exploitants agricoles fournissent non seulement des données pertinentes mais participent également à l’analyse des discours. Les données analysées sont complétées et triangulées à partir des documents d’évaluation, des articles et des rapports de l’EP-R&D. Enfin, les premières leçons tirées sont discutées et validées avec l’EP-R&D et les responsables des organisations des exploitants lors de réunions de restitutions.

### 3. Résultats et discussions

#### 3.1. Des diagnostics participatifs aux essais-tests

Les efforts initiaux de traduction en pratique des accords avec PADSE résultent des expérimentations de mise en forme des systèmes de culture d’igname à base de *Gliricidia sepium*. Des diagnostics participatifs sont organisés dans les quatre villages d’intervention que sont *Miniffi*, *Gomé*, *Akpéro* et *Gbanlin*. L’analyse des données culturelles, agro-écologiques et climatiques conclut que ces villages sont représentatifs de la région centre du Bénin (R. Maliki et al., 2005). Les expériences des exploitants agricoles et les informations fournies ont ainsi permis aux membres de l’équipe de comprendre le contexte spécifique local et les ressources disponibles (foncières, main d’œuvre, équipements), les relations et les organisations sociales, les pratiques institutionnelles incluant les systèmes culturels, les techniques de production, les modes de gestion foncière et les problèmes vécus relatifs au manque de terres fertiles pour la culture d’igname. Les expériences des exploitants agricoles sont également mises à contribution lors des négociations consacrées à l’analyse du problème mentionné comme prioritaire : les exploitants agricoles ont développé l’idée que la culture d’igname à base de pratiques itinérantes sur brûlis suivant le schéma : jachère - igname - maïs/sorgho - igname - maïs/sorgho - jachère, est la cause principale de la dégradation des sols et des forêts.

Tout comme les interactions animées lors des études diagnostiques, la prise en compte des idées des exploitants agricoles a aidé à mieux circonscrire la nouvelle pratique à base de *Gliricidia* (voir Tableau 1) qui vise la sédentarisation de la production d’igname, et la réduction de la pression sur les ressources forestières. Dans un premier temps, des séances d’explications, comparables au transfert de savoirs capitalisés et standardisés (P. Labarthe et C. Laurent, 2011) sont organisées, et ont concerné les composantes déterminantes de la nouvelle pratique proposée. Mais au-delà des explications scientifiques mises en avant par l’EP-R&D (augmentation de la production, production de bois de

chauffe), deux composantes ont particulièrement attiré l'attention des exploitants agricoles. Il s'agit de la quantité de matières organiques libérée par *Gliricidia* (4 coupes par an) et des opportunités de fabrication des coussinets à partir des feuilles, alors que la tige sert de tuteurs pour les lianes d'igname. Un exploitant agricole témoigne que « l'établissement des coussinets et des tuteurs ont toujours constitué des contraintes lors de l'aménagement des champs d'ignames ».

**Tableau 1 : Composantes du dispositif agro-écologique des essais-tests**

Année	Période	Itinéraire technique
Première année	Début de la grande saison des pluies (Avril)	Installation du champ de maïs
	Mois de l'arbre (Juin)	Plantation du <i>Gliricidia</i> (densité : 3333 plants/ha)
	Début de la petite saison pluvieuse (Août)	Culture laissée au choix de l'exploitant agricole
Deuxième année	Avril	Reprise du maïs ou d'une autre culture
	Août	Après la récolte, l'exploitant agricole produit une culture laissée au choix de l'exploitant agricole
	Octobre/novembre	Installation de l'igname (confection des buttes avec les feuilles du <i>Gliricidia</i> enfouies).

Source : Adapté à partir des rapports de l'EP-R&D.

Dans un second temps, des séances de négociations avec les exploitants agricoles retenues sont tenues pour la planification des activités des essais-tests. L'approche déployée a également mis en lumière un autre processus d'intermédiation, la flexibilité, soutenable en termes de non-suivi *à la lettre* du principe de sélection des expérimentateurs sur la base de critères prédéfinis, et de non exigence de la contribution financière pourtant définie dans les accords avec PADSE. Tous les exploitants agricoles volontaires ont bénéficié des plants de *Gliricidia* mis à leur disposition sur le financement de PADSE. Ils ont cependant alloué chacun une parcelle de 1/2 ha, des semences et de la main d'œuvre familiale ou salariée pour l'exécution des travaux champêtres. Une telle allocation, même s'elle ne légitime pas le droit d'*autonomie* dans la conduite des essais-tests (J. R. Blanco, 2017), constitue une contribution estimée.

Dans l'ensemble, le dispositif agroforestier à base de *Gliricidia* est évalué intéressant en raison de l'amélioration des rendements d'ignames enregistrés. L'un des exploitants agricoles enquêtés rappelle avoir témoigné lors des séances de restitution au village que « la nouvelle pratique agro-écologique à base de *Gliricidia* constitue une technologie bien imaginée et prometteuse ; la couleur verdoyante perçoit que les

feuilles vont incontestablement faciliter l'augmentation des micro-organismes améliorant la fertilité du sol ». Les exploitants agricoles ont cependant mentionné trois contraintes majeures lors des séances de restitution des résultats : la compétition des arbustes avec les autres cultures vivrières (maïs, sorgho), la charge de travail (mise en terre des plants, ébranchage, enfouissement des feuilles) et la surveillance permanente des plants dont les feuilles sont bien appréciées des animaux.

Les contraintes émergentes expriment clairement l'entrée en conflit de certaines composantes de l'itinéraire technique testé dont le dénouement proposé par les exploitants agricoles passent par la réduction de la densité des plants, la coupe des arbustes au ras le sol (au lieu de la hauteur de 1,5 m) pour éviter le broutage par les animaux et le couplage du sarclage avec l'ébranchage. Ce redimensionnement de la technologie est soutenable au regard des expériences avec *Gliricidia* promues par certaines exploitations agricoles comme du bois de charpente et de feu, et des informations obtenues et analysées lors du suivi régulier des essais. La deuxième observation complète et renforce la première, comme en témoigne un exploitant agricole, « pour mieux comprendre les cycles et processus écologiques à l'œuvre et les contraintes qu'imposent l'établissement du champ d'igname la deuxième année de développement des plants de *Gliricidia* ». Ainsi, les réajustements technologiques suggérés se sont noués autour d'autres séries de négociations portant sur la densité proposée de 625 au lieu de 3 333 plants/ha ; mais aussi, les options pour combler la baisse de la biomasse, et donc des rendements d'ignames.

### 3.2. Mise en forme de la nouvelle pratique agro-écologique

Ici encore, les expériences des exploitants agricoles sont mises à l'épreuve durant les négociations, et ont permis d'introduire *Aeschynomene histrix* dans le dispositif agro-écologique en co-construction. *Aeschynomene* est une légumineuse herbacée reconnue par tous les exploitants agricoles comme hautement productrice de matières organiques. Les exploitants agricoles ont une bonne connaissance de cette légumineuse récemment vulgarisée pour améliorer les rendements de la culture de maïs au Sud et centre du Bénin. Mais ils demeurent un peu dubitatifs en raison des difficultés d'accès et le coût élevé des semences (R. Maliki, 2013). Ainsi, la suggestion d'intégrer cette légumineuse herbacée dans la nouvelle pratique agroforestière est plus suggérée qu'effective, en ce sens que comment en arrivée à relever la contrainte d'accès aux semences, demeure une question non résolue.

A partir du système traditionnel dans lequel la production de l'igname mène les successions de cultures et des séries d'essai-tests de deuxième génération menés avec succès durant cinq ans (de 2001 à 2005), les exploitants agricoles aidés des membres de l'EP-R&D ont mis en forme la nouvelle pratique agro-écologique (Tableau 2). La nouvelle configuration prise par la production durable d'igname se résume comme suit : "Deux parcelles sont mises à contribution et aménagées de *Gliricidia* comme un investissement de base (vue que les plants passent plus de 10 ans dans le champ) alors que *Aeschynomene* rentre dans le système d'assolement-rotation au cours de la première et deuxième année. Tout comme les dispositifs des essais-tests initiaux, les parcelles sont semées de maïs/arachide ou de soja la première année, et de maïs en association avec *Aeschynomene* la deuxième année. A partir de la troisième année, l'une des parcelles est mise sous la culture d'ignames alors que l'autre est aménagée de maïs en association avec *Aeschynomene*. Les feuilles de *Gliricidia* et d'*Aeschynomene* ainsi que les pailles de maïs et les résidus d'arachide ou de soja sont enfouis dans le sol".

**Tableau 2 : Nouvelle pratique de production durable d'igname.**

	Investissements de base pour l'aménagement de <i>Gliricidia</i>		Production durable d'igname sur les parcelles de <i>Gliricidia</i>			
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	...
Parcelle 1	Maïs/arachide/maïs-soja	Maïs - <i>Aeschynomene</i>	Igname	Maïs - <i>Aeschynomene</i>	Igname	
Parcelle 2	Maïs - arachide/Maïs - Soja	Maïs - <i>Aeschynomene</i>	Maïs - <i>Aeschynomene</i>	Igname	Maïs - <i>Aeschynomene</i>	

Source : Adaptée à partir de C. Gbèhi et G. Verschoor (2012).

En plus de la mise en forme de la nouvelle pratique de production durable d'igname qui résulte en l'élaboration d'un guide de "référentiel technico-économique", l'EP-R&D a mis en place des réseaux fiables de circulation des connaissances produites. Entre 2005 et 2010, elle a organisé plusieurs campagnes d'explication. Mieux des discussions et échanges ont eu lieu dans 102 villages où 728 exploitants agricoles, 20 responsables d'Organisations Non-Gouvernementales (ONG), 800 écoles d'enseignement primaire et 20 chefs traditionnels et autorités religieuses, sont formés et appuyés dans la mise en place de parcelles abritant le dispositif de production durable d'ignames. En particulier, 42 écoles et 12 lieux de cultes, tous situés le long des routes principales, sont techniquement et financièrement accompagnés dans l'installation de parcelles de démonstration. Aussi, des programmes hebdomadaires sont

développés et diffusés sur trois radios locales à savoir *Illèma, Ouessè et Cité* ; trois documentaires sont conçus et traduits dans les trois principales langues locales bien parlées (*mahigbé, adjagbé et tchabè*) dans le sud et le centre du Bénin ; et enfin vingt chansons sont composées dont quinze par des exploitants agricoles et cinq par les membres de l'EP-R&D.

Contrairement aux résistances et conflits qui émergent souvent (A. Floquet 1994 ; N. von Lühe, 1991), les efforts des membres de l'EP-R&D ont tenu la promesse des fruits même si la stratégie utilisée contraste avec les principes de l'approche axée sur la demande. Plusieurs exploitants agricoles s'inscrivent dans la nouvelle logique de production durable d'ignames. L'enrôlement des leaders locaux y compris les chefs religieux a contribué comme en témoigne un interviewé :

« Beaucoup de personnes y compris celles en qui nous avons confiance (chefs traditionnels, autorités religieuses, imams, pasteurs de cultes chrétiens, etc.) parlent et motivent pour la nouvelle pratique de production durable d'igname dans un système de culture avec *Gyricidia sepium* et *Aeschynomene histrix* ; comment y résister ? ».

### **3.3. Incorporation et encapsulation des connaissances locales**

Pour finir, la construction agro-écologique ci-dessus exposée est rendue effective grâce à la valorisation des connaissances et des expériences locales, motivée par les membres de l'EP-R&D et soutenue par les exploitants agricoles et leurs organisations. L'agro-écologie est considérée ici dans sa dimension pragmatique - et non de discipline scientifique ni de mouvements sociaux (B. Hervé et A. C. Vial, 2019 ; P. Rabhi, 2014) - et perçue comme l'ensemble des structures liées entre elles par certaines règles, y compris les dynamiques naturelles des écosystèmes et la meilleure exploitation des ressources qui améliorent les pratiques agricoles. Comme l'expliquait G. Guille-Escuret (1989, p. 89) dans "les sociétés et leur nature" : « les faits touchant à la reproduction sont les plus stables de l'organisation sociale tandis que les activités de subsistance sont au contraire plus flexibles et directement modifiables par l'environnement ». En d'autres termes, les deux s'influencent l'un l'autre. C. Gbêhi et R. C. Tossou (2019) suggèrent alors de focaliser les efforts à partir des conditions de reproduction afin de mieux produire des adaptations agro-écologiques viables.

Des études diagnostiques initialement organisées ont permis aux membres de l'EP-R&D de disposer de compréhension holistique, systémique et globale de la production d'igname et de pouvoir déployer suffisamment d'efforts pour la recherche de solutions pour remédier aux

contraintes vécues. Des témoignages rétrospectifs ont révélé que l'une des préoccupations majeures mentionnée par les exploitants agricoles concerne la dégradation des terres agricoles et des ressources naturelles. Ils la considèrent comme la principale menace qui limite l'amélioration de leurs conditions de vie et revenus. Des mentions similaires sont également faites par des décideurs politiques et des académiciens (S. Schwedes *et al.*, 2019 ; IPBES, 2018). Le développement d'espaces de collaborations idoines lors de la recherche de solutions a ainsi réduit les suspicions et motivé la participation active des exploitants agricoles aux différentes séries de négociations. C'est dire donc que la mise en forme des pratiques agro-écologiques renvoi plus à la facilitation des négociations, même si la remise en cause de l'influence des autres processus d'intermédiation demeure une entreprise difficile ; ce qui confirme d'ailleurs les réflexions de plusieurs chercheurs sur l'effectivité des nouvelles pratiques pilotées par l'agro-écologie (C. Compagnone *et al.*, 2015 ; P. Rabhi, 2014), l'agriculture durable (C. Gbêhi et G. Verschoor, 2013 ; M. Bruges et W. Smth, 2008) ou encore la protection de l'environnement (J. Ben Nasr, 2013 ; L. Klerkx et C. Leeuwis, 2008).

Tout comme la réalisation des diagnostics participatifs, les exploitants agricoles sont placés au cœur des négociations et des essais-tests d'adaptation qui prouvent les difficultés d'application des technologies toutes faites importées dans un contexte différent. La planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des expérimentations sont perçues par les exploitants agricoles comme articulant leurs demandes ; et donne l'assurance que les innovations produites concordent plus au contexte local. De même, en dépit des limites du répertoire conventionnel de production et de développement des connaissances ou modèle productiviste largement débattues par plusieurs chercheurs (voir par exemple C. Gbêhi et C. Leeuwis, 2013 ; R. Pain et F. Peter, 2003 ; J-P. Darré, 1999 ; N. Röling, 1992), l'incorporation dans l'espace social des connaissances mises en forme à partir des réseaux sociaux existants (enseignants et élèves des écoles, chefs traditionnels et religieux, responsables des ONG, etc.) a induit la motivation facilitant la circulation à grande échelle des nouvelles pratiques de production durable d'ignames dans la communauté agricoles du centre du Bénin. Ce résultat traduit la nécessité de revoir les arguments des recherches qui concluent un potentiel comparable supérieur de l'approche axée sur la demande, alors même que plusieurs aspects sont hérités du modèle de transfert de connaissances. Ne s'agit-il pas d'amputation d'une partie du pouvoir et de ressources des structures d'intervention au profit des exploitants agricoles ?

Un autre élément critique concerne les comportements économiques innés des exploitants agricoles qui corroborent rarement les aspirations de gestion durable des agrosystèmes et de protection de l'environnement encouragées par les structures d'appui technique et financier (L. Kleemann, 2012 ; E. Penot et A. Rakotoarimanana, 2010). Au contraire, il est observé un engagement loyal des exploitants agricoles qui ont par exemple considérablement contribué ne se reste qu'en termes de temps et d'efforts. Ils se sont investis pendant cinq ans dans l'interprétation des cycles écologiques des dispositifs agroforestiers sous expérimentation, et le redimensionnement de la pratique prédéfinie par incorporation des savoir et de savoir-faire issus des expériences pratiques capitalisées et transmises de générations en générations. Des efforts similaires d'intégration des connaissances locales sont également observés lors de la promotion des systèmes de savoirs agricoles (FAO et World Bank, 2000 ; N. Röling, 1988) et des systèmes d'innovations agricoles (World Bank, 2006 ; *A. Hall et al.*, 2001). Evidemment, les exploitants agricoles et leurs organisations se retrouvent dans une position de responsabilisation dans la mise en œuvre des initiatives. Une telle position conférée par les principes qui organisent la promotion de l'approche pilotée par la demande est perçue par les membres de l'EP-R&D comme une appropriation des ressources de production des connaissances, alors que les exploitants agricoles y voient plutôt un gage de promotion des innovations.

## Conclusion

Ce corpus retient que l'approche orientée vers la demande suscite des débats et constitue une préoccupation majeure des décideurs politiques, des chercheurs, des responsables des structures d'intervention et des exploitants agricoles et leurs organisations. Elle a été largement promue dans plusieurs domaines sociétaux y compris l'agro-écologie afin de supplier aux limites du modèle de transfert de connaissances. L'apport original de ce corpus relève de l'objet de recherche. La problématique de l'articulation des demandes des exploitants agricoles sous l'angle de l'incorporation des connaissances agro-écologiques locales est peu explorée. Jusqu'à présent, la plus part des études focalise les effets des processus d'intermédiation, et tente d'établir les liens de causalité avec l'approche pilotée par la demande.

Dans une perspective de promotion des systèmes de connaissances ou d'innovations agricoles, l'hypothèse qui sous-tend l'articulation des demandes est que les exploitants agricoles et leurs organisations doivent déployer suffisamment d'efforts pour valoriser les connaissances locales.

L'évidence ci-dessus prouve que les efforts de valorisation des connaissances locales ont structurée et catalysé la mise en forme des connaissances agro-écologiques adaptées aisément disséminées dans la communauté agricole. A cet effet, n'est-ce pas là "une route jusque-là moins empruntée, mais digne et nécessaire si l'objectif est d'améliorer l'effectivité des changements"? Mais au-delà, l'analyse révèle, mais de façon moins observable, deux autres dynamiques soutenant l'incorporation des connaissances locales : le développement de compétences techniques et organisationnelles et le financement légitime des initiatives. Investir des efforts dans la promotion de ces dynamiques est également une assurance de la fiabilité la durabilité des connaissances produites et disséminées.

## Références bibliographiques

- Adifon Fiacre Hermann, Yabi Ibouaïma, Vissoh Pierre, Balogoun Ibouaïman, Dossou Joseph et Saïdou Aliou (2019) : «Écologie, systèmes de culture et utilisations alimentaires des ignames en Afrique tropicale : synthèse bibliographique». *Cab. Agric.*, 28, 22 : 1-11.
- Agossou C. V., Ogouvidé T. F. et Adégbola Y. P. (2004) : «Evaluation de la couverture des milieux homogènes du centre Bénin par les sites actuels de la recherche-développement». Rapport d'étude, 18p.
- ASFIM (2011) : «Décortiquer le maïs pour créer des liens de valeur». Document synthèse, N° 6.
- Blanco Julia Ramirez (2017) : «Art, participation et politique». *Critique d'art*, 48.
- Ben Nasr Jamel, Bacht Mohamed Salah et Eiamami Hacib (2013) : «La Gestion Durable des Ressources en Eaux et en Sol: Situation, Défis et Perspectives L'agriculture durable : de la conceptualisation à l'évaluation». Actes de journées scientifiques de l'INRGREF, Hammamet 19-20.
- Bruges Murray et Smith Willie (2008) : «Participatory approaches for sustainable agriculture: A contradiction in terms?» *Agriculture and Human Values*, 25, 2 : 13-23.
- Chipeta Sanne (2007) : «Services de conseils agricoles pilotés par la demande». Groupe de Neuchâtel, Suisse.
- Cissé Souleymane et Diouf Modou (2015) : «Lier la demande et l'offre de conseil agricole autour des grands barrages : Le cas de l'Anambé au Sénégal». Etude Global Water Initiative. Innovation Environment Development.
- Clavel Danièle (2011) : «Savoirs et développement rural : Le dialogue au cœur de l'innovation». Éditions Quae.

- Rabhi Pierre (2014) : «L'agro-écologie : un nouveau paradigme pour une production agricole durable?» Document pédagogique GSDM/CIRAD 1, Antananarivo : GSDM, 6 p.
- Compagnone Claude, Goulet Frédéric et Labarthe Pierre (2015). «Conseil privé en agriculture : Acteurs, pratiques et marché». Éditions Quæ.
- Darré Jean-Pierre. (1999). «La production des connaissances pour l'action: arguments contre le racisme de l'intelligence». INRA / Ed. MSH, Paris.
- Delvolvé Pierre (2006). «La privatisation du service de l'Etat». *Pouvoirs*, vol. 2, N° 117, p. 107-120.
- Dugué Patrick, Girard Pierre, Dioma Soumabéré et Chabot Rosanne (2010) : «Conception d'une offre de conseil agricole par les organisations paysannes ouest-africaines ? Le cas de L'UGCPA/BM au Burkina Faso». Acte Colloque SFER «*Conseiller en agriculture : acteurs, marchés, mutations*» Dijon 14 – 15 octobre 2010.
- Estevez Bernard et Domon Gérald (1999) : «Les enjeux sociaux de l'agriculture durable : Un débat de société nécessaire ? Une perspective nord-américaine». *Courrier de l'environnement*. INRA, N°36,
- FAO (2017) : «La situation des forêts du monde. Les forêts au service du développement durable». Rome (Italie) : FAO. <http://www.fao.org/3/I9535FR/i9535fr.pdf>.
- FAO et World Bank (2000) : «Agricultural Knowledge and Information System for Rural Development (AKIS/RD) ». Rome, FAO, and Washington DC, The World Bank.
- Faure Guy, Toillier Aurélie, Havard Michel, Rebuffel Pierre, Moumouni Ismaïl M., Gasselín Pierre et Tallon Hélène (2018) : «Le conseil aux exploitations agricoles pour faciliter l'innovation : entre encadrement et accompagnement». Chapitre 11. Éditions Quæ.
- Gbaguidi Brice J., Coulibaly Ousmane et Adégbidi Anselme. (2008) : «Evaluation de l'efficacité des Champs Ecoles Paysans dans le renforcement de capacité de production des agriculteurs de niébé (*Vigna unguiculata* (L) Walp) au Bénin». *Bulletin de Recherche Agronomique du Bénin*, 59.
- Gbêhi Clément, Vodouhè D. Simplicite et Gbêhi N. Hariane (2020) : The inclusive school of collective learning. *Asian Journal of Agricultural Extension, Economics & Sociology*, A paraître en Décembre 2020.
- Gbêhi Clément & Tossou C. Rigobert (2019). *L'effectivité des innovations technologiques d'adaptation aux changements climatiques : Problématique, défis et perspectives*. In. *Actes de Colloque : Des sciences, cultures et technologies*. P. 43-51.

- Gbèhi Clément (2015) : Politiques de développement et de promotion des innovations agricoles : Analyse des modèles de privatisation des services autrefois assumés par l'Etat au Bénin. Thèse unique de Doctorat. UAC.
- Gbèhi Clément et Leeuwis Cees (2012) : «Fostering demand-oriented service delivery? A historical reconstruction of the first experience with 'Private Funding, Public Delivery' in Benin». *Knowledge Manag. Develop J.*, vol. 8, n° 2-3, p.105-127.
- Gbèhi Clément et Verschoor Gerard (2012) : «Making knowledge-based services more demand-oriented? An experience with 'public funding, public delivery' extension in Bénin». *J. Agric. Ext. Rural Dev.*, vol. 4, n° 13, p. 372-384.
- Guille-Escuret Georges (1989) : «Les sociétés et leurs natures». Armand Colin. Paris.
- Hall Andy et Clark Norman (2010) : «What do adaptive systems look like and what are the implications for innovation policy? » *Journal of International Development*, 22, p. 308-324.
- Hall Andrew John, Bockett Geoffrey, Taylor Sarah, Sivamohan Myk et Clark Norman (2001) «Why research partnerships really matter: innovation theory, institutional arrangements and implications for developing new technology for the poor». *World development* 29 (5), 783-797.
- Heemskerk Willem, Nederlof Suzanne et Wennink Bertus (2008) «Outsourcing agricultural advisory services: Enhancing rural innovation in SubSaharan Africa». KIT Bulletin 380. Development Policy and Practice. Royal Tropical Institute, Amsterdam.
- Hervé Betty et Vial Anne-Claire (2019) : «L'innovation en agriculture : Avis du Conseil économique, social et environnemental, Section de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation». *Journal officiel de la République Française*. NOR : CESL1100001X.
- IPBES (2018) : «Summary for policymakers of the assessment report on land degradation and restoration of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services». IPBES secretariat, Bonn, Germany. 44 pages.
- Kleemann Linda (2012) : «Sustainable Agriculture and Food Security in Africa: An Overview. Working paper». Kiel Institute for World Economy, N°: 1812. Hindenburgufer, Germany. 31p.
- Klerkx Laurens et Leeuwis Cees (2008) : «Institutionalizing end-user demand steering in agricultural R&D: Farmer levy funding in The Netherlands». *Research Policy* 37 (3) 460 - 472.
- Klerkx, L., De Grip, K. et Leeuwis, C. (2006). «Hands off but strings attached: The contradictions of policy-induced demand-driven agricultural extension». *Agricultural and Human Values* 23, 189-204.

- Labarthe Pierre et Laurent Catherine (2011) : «Economie des services et politiques publiques de conseil agricole». *Cab. Agric.* 20 : 343-51.
- Labarthe Pierre et Laurent Catherine (2013). «Privatisation of agricultural extension in the UE : towards a lack of adequate knowledge for small farms? » *Food Policy*. Vol. 38, p.240-252.
- Langlois S., 2002, «Nouvelles orientations en sociologie de la consommation», *L'Année sociologique*, 52, 1, 8.
- Le Coq Jean-François, Faure Guy et Saenz Fernando (2012) : «Les organisations de producteurs dans le système de services agricoles au Costa Rica». *Economie Rurale*. 330-331, 175 - 190.
- Levain Alix, Vertès Françoise, Ruiz Laurent, Delaby Luc, Gascuel-Oudou Chantal, Barbier Marc (2015). «I am an Intensive Guy: The possibility and conditions of reconciliation through the ecological intensification framework». *Environmental management*, 56, 5 : 1184-1198.
- Maliki Raphiou Sinsin Brice, Floquet Anne. 2012. «Evaluating yam-based cropping systems using herbaceous legumes in the savannah transitional agro-ecological zone of Benin». *Journal of Sustainable Agriculture* 36 : 1-21.
- Maliki Raphiou (2013) «Gestion de la fertilité des sols pour une meilleure productivité dans les systèmes de culture à base d'igname au Bénin». Thèse de Doctorat Unique ès sciences agronomiques, Université d'Abomey-Calavi, 265 p.
- Nora Scarcelli, Daïnou Ogoubi, Agbangla Clément, Tostain Serge, Pham Jean-Louis (2005) : «Segregation patterns of isozyme loci and microsatellite markers show the diploidy of African yam *Dioscorea rotundata* (2n = 40)». *Theor. Appl. Genet.* 111 : 226-232.
- Pain Rachel and Francis Peter (2003): «Reflections on participatory research». *Area*, 35:46-54.
- Parkinson Sarah (2009) : «When farmers don't want ownership: reflections on demand-driven extension in Sub-Saharan Africa». *The Journal of Agricultural Education and Extension*, vol. 15, N° 4, p. 417 - 429
- Penot Eric et Rakotoarimanana Andriatsitohaina (2010) : «Savoirs pratiques et changements de paradigme : de l'agriculture irriguée à la colonisation des 'Tanety' (colline). Mythes, espoirs et réalités pour un développement durable au Lac Alaotra». ISDA, Montpellier, France. 13 p.
- Pouch Thierry (2020) : «Changer de paradigme productif en agriculture : leviers et impasses». *Journal les Possibles*, N°. 24. Pp. 1-5.
- Poulton Colin, Dorward Andrew. et Kydd Jonathan (2010) : «The Future of Small Farms: New Directions for Services, Institutions, Intermediation». *World Development*, 38 (10): 1413-1428.
- Prager Katrin, Labarthe Pierre, Caggiano Monica et Lorenzo Arribas Altea (2016) : «How does commercialisation impact on the provision

- of farm advisory services? Evidence from Belgium, Italy, Ireland and the UK». *Journal of Land Use Policy*, 52 : 329-344.
- Rivera William M. (2008) : «Pathways and tension in the family of reforms». *The journal of Agricultural Education and Extension*. 14, 1 : 53-68.
- Roberson Philip G. et Harwood Richard R. (2013) : «Sustainable agriculture». In. Levin, S. A. (ed). *Encyclopedia of Biodiversity*. Second edition. Vol. 1. Academy Press, Watham, Massachusetts, USA. Pp. 111-118.
- Röling Niels (1988) : «Extension Science: Information Systems in Agricultural Development». Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Röling, Niels (1992) : «The Emergence of Knowledge Systems Thinking: A Changing Perception of Relationships among Innovation, Knowledge Process and Configuration». *Knowledge and Policy*, 5, 1 : 42-64.
- Sanséau Pierre Yves. (2005) : «Les récits de vie comme stratégie d'accès au réel en sciences de gestion : pertinence, positionnement et perspectives d'analyse». *Recherches qualitatives*, Vol. 25 (2), pp.33-57.
- Schwedes Silke, Hebbrecht Julia et Gerhartsreiter Tobias (2019) : *Module : La dégradation des terres versus la gestion durable des terres*. ELD Initiative, Campus.
- Tossou C. Rigobert et Zinnah Moses Moroe (2005) : «Search for better institutional arrangement for agricultural extension in decentralized context/ The Republic of Bénin». *Journal of International Agricultural and Extension Education*, 12 (3). Fall, 43-52.
- Triomphe Bernard, Floquet, Anne., Letty Brigid, Kamau Geoffrey, Almekinders Conny et Waters-Bayer Ann (2016) : «Mieux évaluer et accompagner l'innovation agricole en Afrique. Leçons d'une analyse transversale de 13 cas d'études». *Cah. Agric.*, 25 : 1-11.
- van Fliert Elske et Braun Ann R. (2002) : «Conceptualizing integrative, farmer participatory research for sustainable agriculture: From opportunities to impact». *Agriculture and Human Values*, 19 : 25-38.
- Von de Lühe Nico (1991) : «Transfer of Technology or barter trade ? The rural extension service in the Atlantique Province of Bénin as a market for negotiating resources». *Quarterly Journal of International Agriculture*, 30 : 3.
- World Bank, (2006) : «Enhancing agricultural innovation: how to go beyond the strengthening of agricultural research». World Bank, Washington DC.

## CONCLUSION

L'étude des pratiques de développement durable en Afrique réalisée à travers les prismes des politiques, des processus et des innovations s'est voulue pluridisciplinaire en regroupant les travaux d'une diversité de chercheurs de la sous-région ouest africaine et du Maghreb. Ces travaux ont tout à tour appréhendé les thématiques liées à l'agriculture, à l'élevage, à l'exploitation des ressources naturelles, à la gouvernance et les questions relatives aux moyens d'existence de façon générale.

Les travaux de l'axe 1 aboutissent dans un premier temps au conflit voir à la concurrence entre cultures de rente et cultures vivrières dont la conséquence est la tendance à la monoculture du maïs dans la zone cotonnière et son corollaire d'insécurité alimentaire. Pour les chercheurs qui ont analysé cette thématique, les cultures de rente en général et la culture du coton en particulier les capacités d'autosuffisance alimentaire des paysans et les conduisent à la famine. A la suite de ce champ d'analyse, les recherches ont porté d'une part sur les conflits d'usage des ressources naturelles et d'autre part sur l'agriculture familiale et son contexte de changements climatiques. Dans le premier cas, les conflits naissent des usages anthropiques des ressources protégées. Les aires protégées sont en effet un domaine consacré de l'Etat qui fait l'objet de braconnage et de prélèvement de produits forestiers non ligneux et violation du statut de ressources protégées. Dans le deuxième cas, les recherches sur l'agriculture en général et l'agriculture familiale en particulier font ressortir les conditions particulières de son évolution sous l'effet des changements climatiques et de l'augmentation de la population. Cette évolution reste néanmoins à mi-chemin entre le maintien d'une agriculture traditionnelle et la diversification des cultures, voir l'intensification et la recherche scientifique.

C'est à ce niveau qu'est apparue la relation entre agriculture et innovation traitée comme une thématique spécifique à travers l'analyse des aménagements hydro-agricoles. Les recherches liées à cette thématique traite des aménagements comme une réponse aux changements climatiques et à la vulnérabilité d'une agriculture familiale à

faible investissement, à caractère pluvial. C'est dire donc que ces aménagements constituent des atouts et des opportunités à transformer pour renforcer les économies locales par la création d'emploi et l'accès aux devises. Les résultats de ces recherches montrent que l'innovation est non seulement un processus mais aussi elle comporte une logique avec ses acteurs et ses principes qu'il s'avère nécessaire d'analyser. De plus ce le processus de l'innovation doit être approprié par les acteurs ; ceci passe entre autre par l'appui conseil et par la demande. Ainsi en est-il du cas d'exemple de l'approche pilotée par la demande des exploitants agricoles. Cette approche se présente comme un nouveau paradigme de promotion des innovations agricoles dans lequel les exploitants agricoles participent à la production des connaissances.

Les travaux du second axe se sont penchés sur les processus de décentralisation et les logiques de la mobilité des acteurs. Rendre compte de la décentralisation c'est traité du processus de gouvernance locale avec ces institutions et ses acteurs et les modalités des interactions entre acteurs. Les résultats des travaux mettent en exergue les logiques de la mobilité qui ne sont pas en adéquation avec les logiques des interventions de développement. En tout état de cause, l'analyse des acteurs des institutions de la décentralisation a permis d'aborder les questions de leur légitimité et des processus de leur légitimation qui sont les socles d'une gouvernance démocratique des ressources. Les critères de légitimité ont été restitués. Ils sont liés entre autre à l'autochtonie et à des questions normatives qui témoignent du fait que les acteurs en font une condition sine qua non de leur emprise sur les ressources locales.

## STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN

**L'HARMATTAN ITALIE**  
Via degli Artisti, 15  
10124 Torino  
harmattan.italia@gmail.com

**L'HARMATTAN HONGRIE**  
Kossuth l. u. 14-16.  
1053 Budapest  
harmattan@harmattan.hu

---

**L'HARMATTAN SÉNÉGAL**  
10 VDN en face Mermoz  
BP 45034 Dakar-Fann  
senharmattan@gmail.com

**L'HARMATTAN MALI**  
Sirakoro-Meguetana V31  
Bamako  
syllaka@yahoo.fr

**L'HARMATTAN CAMEROUN**  
TSINGA/FECAFOOT  
BP 11486 Yaoundé  
inkoukam@gmail.com

**L'HARMATTAN TOGO**  
Djidjole – Lomé  
Maison Amela  
face EPP BATOME  
ddamela@aol.com

**L'HARMATTAN BURKINA FASO**  
Achille Somé – tengnule@hotmail.fr

**L'HARMATTAN GUINÉE**  
Almamy, rue KA 028 OKB Agency  
BP 3470 Conakry  
harmattanguinee@yahoo.fr

**L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE**  
Résidence Karl – Cité des Arts  
Abidjan-Cocody  
03 BP 1588 Abidjan  
espace\_harmattan.ci@hotmail.fr

**L'HARMATTAN RDC**  
185, avenue Nyangwe  
Commune de Lingwala – Kinshasa  
matangilamusadila@yahoo.fr

**L'HARMATTAN ALGÉRIE**  
22, rue Moulay-Mohamed  
31000 Oran  
info2@harmattan-algerie.com

**L'HARMATTAN CONGO**  
67, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
BP 2874 Brazzaville  
harmattan.congo@yahoo.fr

**L'HARMATTAN MAROC**  
5, rue Ferrane-Kouicha, Talaâ-Elkbira  
Chrableyine, Fès-Médine  
30000 Fès  
harmattan.maroc@gmail.com

---

## NOS LIBRAIRIES EN FRANCE

**LIBRAIRIE INTERNATIONALE**  
16, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.internationale@harmattan.fr  
01 40 46 79 11  
www.librairieharmattan.com

**LIB. SCIENCES HUMAINES & HISTOIRE**  
21, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.sh@harmattan.fr  
01 46 34 13 71  
www.librairieharmattansh.com

**LIBRAIRIE L'ESPACE HARMATTAN**  
21 bis, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.espace@harmattan.fr  
01 43 29 49 42

**LIB. MÉDITERRANÉE & MOYEN-ORIENT**  
7, rue des Carmes – 75005 Paris  
librairie.mediterranee@harmattan.fr  
01 43 29 71 15

**LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE**  
53, rue Notre-Dame-des-Champs – 75006 Paris  
librairie@lucernaire.fr  
01 42 22 67 13



Les États africains sont de plus en plus confrontés aux défis des Objectifs du développement durable (ODD). L'accès aux services sociaux de base et le partage équitable des ressources naturelles doivent nécessairement tenir compte des pratiques durables afin de ne point compromettre leurs accès aux générations futures.

Défis assez difficiles pour les pays africains, mais l'espoir est nourri par les réflexions du monde de la recherche en tant que partenaire au développement.

Cet ouvrage collectif, initié par le laboratoire de recherche en « Genre et Développement » de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, sous la coordination d'auteurs burkinabé, expose des thématiques variées de plusieurs auteurs des sciences humaines et sociales sur les questions des pratiques de développement durable en termes d'innovation dans un contexte de mobilité et d'interaction des acteurs de développement. Le contenu de cet essai se veut constituer la synthèse de toutes ces réflexions que nous vous invitons à découvrir.



*Valérie ROUAMBA-OUEDRAOGO est actuellement maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou/Burkina Faso. Ses centres d'intérêt portent sur les questions éducatives, la problématique genre et développement et la gestion des conflits.*



*Seindira MAGNINI est enseignant-chercheur au département de sociologie de l'Université Joseph Ki-Zerbo. Ses domaines de recherches couvrent les initiatives locales et les dispositifs de changements sociaux ainsi que les processus de réinstallation involontaire et de restauration des moyens d'existence en Afrique.*



*Tionyéfé FAYAMA est actuellement chargé de recherche (CAMES) en socio-anthropologie du développement à l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles au Centre national de la recherche scientifique et technologique. Ses centres d'intérêt portent sur les questions agricoles, la gestion des ressources naturelles et les systèmes de production, le conseil agricole et les dispositifs d'accompagnement en milieu rural, les politiques publiques, société, genre et développement.*

